

ROUBAIX

LA REUNION DE LA CONCENTRATION REPUBLICAINE RUE DE LANNY

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

La situation du petit commerce ne les a pas émus davantage et ils ont accueilli avec une certaine indifférence les déclarations de M. Lerman.

Le sympathique député de Roubaix, tête de liste de la Concentration républicaine s'est réjoui de cette magnifique campagne, la tâche la plus ardue et la plus délicate: celle de faire le procès de la municipalité socialiste actuelle.

Avec un esprit critique exercé, il examine tour à tour les œuvres qui font la fierté de ses adversaires et qui constituent pourtant les réalisations les plus discutées et les plus contestées qui aient jamais vu le jour à Roubaix.

Il a vu les abatements sur les salaires et l'augmentation du taux des retraites ouvrières tout en tenant compte de l'équilibre budgétaire que les socialistes tentent de rompre en faisant de la surcharge afin de déléguer une crise ministérielle.

En ce qui concerne tout particulièrement l'augmentation des pensions des mutilés de guerre, la Commission des Mutilés, dont fait partie M. Lerman, a obtenu quelques succès élevés de 112 à 132 %.

M. Lerman, comprenant le danger d'une telle proposition, vota contre. L'adhésion à la loi, lui montre d'ailleurs clairement par ses applaudissements enthousiastes et M. Lerman a fait l'interprète de tous pour féliciter le député de Roubaix de la façon intelligente avec laquelle il remplit sa mission à l'Assemblée.

Une vibrante et Marschaise a chanté en l'honneur par l'auditoire, termina cette magnifique réunion.

COMMERCANTS ROUBAISIS

Etes-vous satisfaits de la marche de vos affaires? Etes-vous satisfaits de l'augmentation croissante de vos impôts grevés de nombreux centimes additionnels de la municipalité socialiste?

Approuvez-vous l'ineurie et la négligence des socialistes qui en réduisant jusqu'à la suppression des fêtes de quartiers ont ruiné le commerce local?

Rappelez-vous l'activité du commerce au temps des festivités organisées par la municipalité républicaine.

Pour faire revivre Roubaix qui se meurt, venez voter dimanche prochain pour la liste de Concentration républicaine, dont les candidats seront vos plus ardents défenseurs.

LA REUNION SOCIALISTE A ROUBAIX

C'est devant une cinquantaine d'auditeurs que MM. Sordy Debrabant et Lebas, ont débatté jeudi soir, à 20 h., au Café Deguise, 70, rue de Luxembourg, les grandes lignes de leur programme. Ils s'occupèrent surtout à critiquer les circulaires que les candidats républicains répandaient en ville. De longues et vives discussions eurent lieu.

A WATTELOS

ils ne veulent pas de contrôle Pourquoi? Nous le répétons: les socialistes ou plutôt certains socialistes de la Mairie ne veulent pas être contrôlés. Non seulement ils ne veulent pas le contrôle par des hommes d'autres partis, mais ils redoutent aussi celui de leurs amis.

Quand il y avait une minorité et que les sciences du Conseil étaient suivies, les électeurs pouvaient constater que la plupart des conseillers de la majorité, et même les adjoints, ne connaissaient parfois rien des questions à examiner en séance. Et il était alors répondu par des incohérences, après un long moment d'hésitations et de bredouilllements, aux questions posées par des membres de la minorité.

Dans un Conseil où dans une majorité socialiste, ne parle pas qui veut. Deux ou trois seulement y sont autorisés. Les autres doivent se « museler ». Et s'il en est qui passent outre ou qui, désignés pour parler, se permettent une certaine indépendance et disent plus que le contenu, ils sont déclarés indélicates par le Parti. A l'élection suivante, on les « balance ». Il suffit de se souvenir du rôle actif joué dans l'ancien Conseil où dans le Conseil actuel par certains socialistes connus et de parcourir la liste des candidats du Parti pour s'en rendre compte.

Redoutant ainsi leurs amis assez freres et assez indépendants pour leur dire tout fait à l'occasion, ceux qui parfois, dans la colline, tiennent les ficelles, craignent naturellement de trouver à la Mairie des hommes d'autres partis.

Il est très facile de faire imprimer et distribuer à profusion un compte rendu de mandat dans lequel on se couvre soi-même des meilleures choses. Mais qu'y a-t-il d'exact et d'honnête dans tout cela? Ne s'attribuent-ils pas des mérites qui reviennent à d'autres? Et pour les bonnes réalisations elles-mêmes, ne surcharge-t-on pas plus qu'il ne convient les budgets des ménages ouvriers par les droits d'octroi, la taxe sur les habitations, même sur les petites maisons achetées par des travailleurs, par la taxe sur l'électricité?

Il faut tout dire pour le mieux à Wattellos, quelles raisons le Parti socialiste a-t-il bien pu avoir de refuser la représentation proportionnelle, qui lui aurait permis de faire reconnaître par les élus des autres partis la bonne administration de ses représentants? C'est que l'administration actuelle n'est pas aussi bonne qu'on le prétend. Beaucoup de socialistes de tous les quartiers le reconnaissent et le répètent.

Ainsi le triomphe de la Liste Proletarienne.

LES MANIFESTATIONS DU 1er MAI (SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Une succursale du journal « Vorwärts » a été brûlée dans un drame à la République. Les manifestants le déchirèrent et y mirent le feu.

NEUF MORTS, TROIS CENTS BLESSES

Selon la « Deutsche Zeitung », le seul journal paru cette nuit, l'action des communistes était dirigée par une automobile sur laquelle se trouvait un poste de T.S.F. Cette voiture a été saisie par la police de la Post-dammstrasse et les occupants arrêtés.

EN FRANCE

Treize arrestations dont cinq d'étrangers ont été maintenues à Paris.

Le nombre des militants arrêtés hier, au cours de la journée du 1er mai, s'élevait à 227. 5 étrangers seulement ont été envoyés au dépôt pour infractions aux lois et décrets les concernant; 7 ou 8 Français ont été également envoyés au dépôt pour infractions et rébellion.

LES INTERPELLATIONS

Paris, 2 mai. — M. Fabien Albertin, député socialiste des Bouches-du-Rhône, et M. Ernest-Lafont, député des Hautes-Alpes, viennent de faire connaître au président de la Chambre, au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Justice et au ministre de la Police sur les mesures de police prises à Paris à l'occasion du 1er mai et notamment sur l'arrestation préventive de plus de trois mille manifestants.

UNE GRÈVE A L'URINE A GAZ DE SAINT-NAZAIRE

Plusieurs ouvriers de l'usine à gaz n'ayant pas obtenu le service le 1er mai, se sont vu bloqués jeudi matin à leur arrivée à l'usine, par suite d'interdiction de la police de Paris et de la Gendarmerie de la Loire-Inférieure.

DANS LES AUTRES PAYS

Trois morts, dix blessés en Lituanie. Kovno, 2 mai. — Les émeutes se sont produites entre des manifestants et la police. Trois morts et dix blessés ont été tués.

DEUX BOMBES A BARCELONE. UN PORT EST DETRUIT

Barcelone, 2 mai. — Des internationalistes révolutionnaires ont lancé deux bombes au port de Barcelone, détruisant partiellement un pont ainsi qu'un certain nombre de bâtiments. Les dégâts sont considérables.

POUR L'AMELIORATION DU COMMERCE FRANCAIS

Il n'est pas nécessaire d'expliquer l'importance de ce genre de travaux. Il suffit d'observer la vaste zone productive que l'on doit intensifier au fur et à mesure des résultats acquis. Tel est le problème de nos nombreux chefs d'entreprises qui peuvent répondre par leur savoir et leur expérience à la demande de nos dirigeants politiques.

L'INAUGURATION DE LA STATUE DU CONSTRUCTEUR DE LA TOUR EIFFEL

Paris, 2 mai. — En présence de nombreux personnalités, M. Germain Martin, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, a inauguré à l'occasion de la fête de la Tour Eiffel, le hardi constructeur de la tour, ingénieur de grande valeur, dont les travaux ont fait malheur fois autorité.

M. DOUMERGUE POSE LA PREMIERE PIERRE DE LA MAISON DE LA MUTUALITE A PARIS

Paris, 2 mai. — La première pierre de la Maison de la Mutualité a été posée ce matin, par le président de la République, M. Raymond Poincaré, en présence de M. Doumergue, ministre de l'Intérieur, et de M. Lecomte, président du Conseil municipal.

LE MARÉCHAL PÉTAIN CANDIDAT A L'ACADEMIE FRANÇAISE

Paris, 2 mai. — L'Académie Française a reçu du maréchal Pétain une lettre de candidature au fauteuil devenu vacant par suite du décès du maréchal Foch. L'élection aura lieu en même temps que celle du successeur du vicomte de Curzel, dans la première quinzaine de juin. Le maréchal Pétain, qui paraît devoir être élu à l'unanimité, sera reçu à l'Académie par M. Paul Valéry.

LA SAISIE EN LETTONIE D'AVIONS DE GUERRE DESTINES A LA RUSSIE

Riga, 2 mai. — L'Agence Letta annonce que les fonctionnaires des douanes de Riga ont procédé à la saisie de quatre avions expédiés par l'Allemagne et destinés aux Soviétiques. Les experts militaires ont constaté que deux de ces appareils étaient des avions de combat et les deux autres des avions de reconnaissance et ne pouvaient, en conséquence, transporter par la Lettonie. Les avions ont été réexpédiés en Allemagne.

LE ROI DES BELGES A PARIS

Paris, 2 mai. — Le Roi des Belges voyageant incognito, est arrivé à Paris à 13 h. D'après notre correspondant de Bruxelles, la question des réparations, discutée par les experts et le problème d'Empen-Malmédy ne seraient pas étrangers à ce voyage, d'autant plus inattendu que le roi Albert souffrait encore de la légère atteinte de grippe qui l'a empêché d'inaugurer dimanche, avec le général Gouraud, le monument de Steensraete.

UNE CHUTE GRAVE A LILLE

M. Albert Diffe, âgé de 26 ans, demeurant cité Saint-Joseph, à Lille, travaillant chez St. Roch, a été tué par une chute de bois.

LES MANIFESTATIONS DU 1er MAI (SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Une succursale du journal « Vorwärts » a été brûlée dans un drame à la République. Les manifestants le déchirèrent et y mirent le feu.

NEUF MORTS, TROIS CENTS BLESSES

Selon la « Deutsche Zeitung », le seul journal paru cette nuit, l'action des communistes était dirigée par une automobile sur laquelle se trouvait un poste de T.S.F. Cette voiture a été saisie par la police de la Post-dammstrasse et les occupants arrêtés.

EN FRANCE

Treize arrestations dont cinq d'étrangers ont été maintenues à Paris.

Le nombre des militants arrêtés hier, au cours de la journée du 1er mai, s'élevait à 227. 5 étrangers seulement ont été envoyés au dépôt pour infractions aux lois et décrets les concernant; 7 ou 8 Français ont été également envoyés au dépôt pour infractions et rébellion.

LES INTERPELLATIONS

Paris, 2 mai. — M. Fabien Albertin, député socialiste des Bouches-du-Rhône, et M. Ernest-Lafont, député des Hautes-Alpes, viennent de faire connaître au président de la Chambre, au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Justice et au ministre de la Police sur les mesures de police prises à Paris à l'occasion du 1er mai et notamment sur l'arrestation préventive de plus de trois mille manifestants.

UNE GRÈVE A L'URINE A GAZ DE SAINT-NAZAIRE

Plusieurs ouvriers de l'usine à gaz n'ayant pas obtenu le service le 1er mai, se sont vu bloqués jeudi matin à leur arrivée à l'usine, par suite d'interdiction de la police de Paris et de la Gendarmerie de la Loire-Inférieure.

DANS LES AUTRES PAYS

Trois morts, dix blessés en Lituanie. Kovno, 2 mai. — Les émeutes se sont produites entre des manifestants et la police. Trois morts et dix blessés ont été tués.

DEUX BOMBES A BARCELONE. UN PORT EST DETRUIT

Barcelone, 2 mai. — Des internationalistes révolutionnaires ont lancé deux bombes au port de Barcelone, détruisant partiellement un pont ainsi qu'un certain nombre de bâtiments. Les dégâts sont considérables.

POUR L'AMELIORATION DU COMMERCE FRANCAIS

Il n'est pas nécessaire d'expliquer l'importance de ce genre de travaux. Il suffit d'observer la vaste zone productive que l'on doit intensifier au fur et à mesure des résultats acquis. Tel est le problème de nos nombreux chefs d'entreprises qui peuvent répondre par leur savoir et leur expérience à la demande de nos dirigeants politiques.

L'INAUGURATION DE LA STATUE DU CONSTRUCTEUR DE LA TOUR EIFFEL

Paris, 2 mai. — En présence de nombreux personnalités, M. Germain Martin, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, a inauguré à l'occasion de la fête de la Tour Eiffel, le hardi constructeur de la tour, ingénieur de grande valeur, dont les travaux ont fait malheur fois autorité.

M. DOUMERGUE POSE LA PREMIERE PIERRE DE LA MAISON DE LA MUTUALITE A PARIS

Paris, 2 mai. — La première pierre de la Maison de la Mutualité a été posée ce matin, par le président de la République, M. Raymond Poincaré, en présence de M. Doumergue, ministre de l'Intérieur, et de M. Lecomte, président du Conseil municipal.

LE MARÉCHAL PÉTAIN CANDIDAT A L'ACADEMIE FRANÇAISE

Paris, 2 mai. — L'Académie Française a reçu du maréchal Pétain une lettre de candidature au fauteuil devenu vacant par suite du décès du maréchal Foch. L'élection aura lieu en même temps que celle du successeur du vicomte de Curzel, dans la première quinzaine de juin. Le maréchal Pétain, qui paraît devoir être élu à l'unanimité, sera reçu à l'Académie par M. Paul Valéry.

LA SAISIE EN LETTONIE D'AVIONS DE GUERRE DESTINES A LA RUSSIE

Riga, 2 mai. — L'Agence Letta annonce que les fonctionnaires des douanes de Riga ont procédé à la saisie de quatre avions expédiés par l'Allemagne et destinés aux Soviétiques. Les experts militaires ont constaté que deux de ces appareils étaient des avions de combat et les deux autres des avions de reconnaissance et ne pouvaient, en conséquence, transporter par la Lettonie. Les avions ont été réexpédiés en Allemagne.

LE ROI DES BELGES A PARIS

Paris, 2 mai. — Le Roi des Belges voyageant incognito, est arrivé à Paris à 13 h. D'après notre correspondant de Bruxelles, la question des réparations, discutée par les experts et le problème d'Empen-Malmédy ne seraient pas étrangers à ce voyage, d'autant plus inattendu que le roi Albert souffrait encore de la légère atteinte de grippe qui l'a empêché d'inaugurer dimanche, avec le général Gouraud, le monument de Steensraete.

UNE CHUTE GRAVE A LILLE

M. Albert Diffe, âgé de 26 ans, demeurant cité Saint-Joseph, à Lille, travaillant chez St. Roch, a été tué par une chute de bois.

Dernière heure

Les désordres de Berlin

(D'UN REDACTEUR SPECIAL) PARIS, 2 MAI (MISDUT).

Les bagarres sanglantes de Berlin qui ont fait une dizaine de morts et environ 300 blessés, justifient, s'il en était besoin, les mesures prises par le ministre de l'Intérieur et le chef de police.

En France, les communistes souhaitent une journée, c'est-à-dire une manifestation de force qui ait pour effet de faire croire à la population qu'ils sont maîtres de la rue. Mais, tandis qu'à Berlin les agents de Moscou ont pu tout à loisir faire écho à leurs ordres de leurs chefs, nous en sommes à Paris dans l'impossibilité de faire.

Il n'est pas une personne de bonne foi qui ne trouve préférable à la répression d'empêcher la méthode préventive appliquée par notre Gouvernement.

Mais la tactique adoptée par la police de Berlin ne suffit pas à expliquer les désordres qui ont ensanglanté les bords de la Spree et dont les raisons sont plus profondes. Des groupes d'extrême-droite ont été constitués dans les districts les plus dangereux de la ville.

Il n'est pas une personne de bonne foi qui ne trouve préférable à la répression d'empêcher la méthode préventive appliquée par notre Gouvernement.

Mais la tactique adoptée par la police de Berlin ne suffit pas à expliquer les désordres qui ont ensanglanté les bords de la Spree et dont les raisons sont plus profondes. Des groupes d'extrême-droite ont été constitués dans les districts les plus dangereux de la ville.

Il n'est pas une personne de bonne foi qui ne trouve préférable à la répression d'empêcher la méthode préventive appliquée par notre Gouvernement.

Mais la tactique adoptée par la police de Berlin ne suffit pas à expliquer les désordres qui ont ensanglanté les bords de la Spree et dont les raisons sont plus profondes. Des groupes d'extrême-droite ont été constitués dans les districts les plus dangereux de la ville.

Il n'est pas une personne de bonne foi qui ne trouve préférable à la répression d'empêcher la méthode préventive appliquée par notre Gouvernement.

Mais la tactique adoptée par la police de Berlin ne suffit pas à expliquer les désordres qui ont ensanglanté les bords de la Spree et dont les raisons sont plus profondes. Des groupes d'extrême-droite ont été constitués dans les districts les plus dangereux de la ville.

Il n'est pas une personne de bonne foi qui ne trouve préférable à la répression d'empêcher la méthode préventive appliquée par notre Gouvernement.

NOUVEAUX DESORDRES A BERLIN

La police tire sur les manifestants. Berlin, 2 mai. — De nouveaux désordres se sont produits cet après-midi dans le quartier de Wedding, au nord de Berlin. Vers 17 heures, une foule d'environ un millier de personnes a pris une attitude agressive envers les postes d'agents, qui ont fait usage de leurs armes. Plusieurs personnes ont été grièvement blessées et transportées à l'hôpital. Les manifestants ont lancé des pierres et des bouteilles, de fortes décharges de police ont été tirées, ce soir, les manifestants ont été dispersés.

Les communistes quittent la salle du Reichstag. Berlin, 2 mai. — Au Reichstag, les K.P.D. communistes ont décidé de quitter la séance et de se retirer dans les locaux de leur parti. Les communistes ont alors quitté la salle d'attente de l'Internationale et en criant: « A bas les assassins! »

Le vice-président du Reichstag a décidé de suspendre la séance.

Menace de grève générale. Berlin, 2 mai. — Selon le « Berliner Tageblatt », la direction du parti communiste aurait l'intention de proclamer dès demain la grève générale, pour protester contre les événements de Berlin. Les communistes ont alors quitté la salle d'attente de l'Internationale et en criant: « A bas les assassins! »

Le vice-président du Reichstag a décidé de suspendre la séance.

Menace de grève générale. Berlin, 2 mai. — Selon le « Berliner Tageblatt », la direction du parti communiste aurait l'intention de proclamer dès demain la grève générale, pour protester contre les événements de Berlin. Les communistes ont alors quitté la salle d'attente de l'Internationale et en criant: « A bas les assassins! »

Le vice-président du Reichstag a décidé de suspendre la séance.

UN NOUVEL INTERROGATOIRE DE M. KLOTZ

Paris, 2 mai. — M. Klotz a été interrogé cet après-midi, à la prison de Fresnes, par M. de Gentile, juge d'instruction, au sujet de la remise à M. Mathy, industriel, d'un chèque sans provision de 14.000 fr. M. Mathy a déclaré qu'il n'avait rien de ce genre.

LA CONDAMNATION D'UN CAMBRIOLEUR ET DE SES COMPLICES

Clermont-Ferrand, 2 mai. — La Cour d'assises du Puy-de-Dôme vient de juger un cambrioleur nommé Jean Ebnor, qui avait été condamné à la prison à perpétuité pour un vol de 100.000 fr. de bijoux et de meubles. Ses complices ont été condamnés à des peines de prison et de travaux forcés.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS. LIVERPOOL, 2 mai. — Les cotons américains, 3.788; américains, hausse 28; Indes, hausse 28; Egypte, hausse 43.

NEW-YORK, 2 mai. — Les cotons américains, 3.788; américains, hausse 28; Indes, hausse 28; Egypte, hausse 43.

NEW-YORK, 2 mai. — Les cotons américains, 3.788; américains, hausse 28; Indes, hausse 28; Egypte, hausse 43.

MARCHE DES CHANGES A L'ETRANGER

NEW-YORK: Sur Paris, 307 7/8; Londres, 490 3/4; C.A.B. (transit), 435 3/4; Sur Bruxelles, 137 1/2.

LES CANDIDATS DE L'UNION REPUBLICAINE A TOURCOING

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)



M. HECTOR CAMPHON, M. PAUL BALLOIS, colombophiliste, sans ancien combattant, néo-professionnel.

L'œuvre des Candidats de l'Union Républicaine à Tourcoing

N'ayant pu former, avec la Solidarité républicaine et à cause du refus de celle-ci une liste d'Union, les trois partis: l'Entente républicaine, l'Alliance Démocratique et le Parti Démocratique Populaire ont mis d'accord leurs représentants de chacun de ces partis, et permettant ainsi à la majorité des électeurs, d'envoyer à la Mairie, pour six ans, des conseillers dévoués à y faire de bonne besogne.

Presque tous les candidats de l'Union Républicaine sont de bons conseillers, qui ont géré les affaires municipales pendant cinq ans et dans une période des plus critiques: celle de la reconstruction de Tourcoing après le désastre de la guerre.

De 1919 à 1925, ils ont occupé les postes officiels, et leurs travaux ont permis le relèvement rapide de la cité, comment l'aisément un homme était tout spécialement qualifié pour nous le dire: M. A. Lambrecht, ancien adjoint aux Travaux. Notre concitoyen nous a rappelés les nombreuses réalisations dans nos candidats de l'Union Républicaine et voici ses déclarations:

Bains municipaux. — La municipalité Leduc a voté les crédits nécessaires pour la construction d'une douzaine de piscines, sur un terrain situé rue de l'Imprimerie.

La municipalité actuelle, qui nous reprochait notre « inaction » — alors que tout était prêt, — n'a, elle, rien fait!

Octroi. — Dans un ouvrage publié lors des élections municipales de 1925, M. Gustave Dron déclarait: « A ceux qui prétendent qu'une grande ville ne peut songer à supprimer l'octroi, il est trop facile de répondre qu'on oserait la proscrire des villes qui ont fait cette suppression... Vos maisons coûteraient plus cher à construire, d'environ 50%, et le taux des loyers s'en ressentirait toujours! »

A cette déclaration, nous pouvons à notre tour répondre que nous n'avons pas à nous inquiéter de la ville. Nos successeurs, loin de supprimer ce mode d'impôt, ont, au contraire, porté les droits à leur maximum. C'est 7 millions qui sortent maintenant de la poche de nos concitoyens.

Le statut du personnel. — La municipalité actuelle se dit grande protectrice des syndicalistes. Dès son arrivée à la Mairie, elle a élaboré un statut qui n'a toujours fonctionné. Pendant quatre ans, les divers services municipaux et notamment l'octroi, ont écrit à M. le Maire, de nombreuses fois, demandant des audiences afin de pouvoir exposer leurs desiderata, et leur point de vue. Jamais ils n'ont reçu la moindre réponse, et les services municipaux attendent encore cette audience.

On comprend dès lors que mécontentement règne parmi le personnel de tous les services municipaux.

Les tramways. — Lorsque nous sommes entrés à la Mairie, nous n'avons rien négligé pour obtenir le maximum de satisfactions de la Compagnie des Tramways. La création de la ligne H, Tourcoing-Halluin; la prolongation de la ligne H, vers l'ancien Biscuiterie; l'étude approfondie de la prolongation de cette même ligne jusqu'à la Marlière, le service relié de la ligne L, avec la ligne X, et départis tous les quarts d'heure sont autant de résultats de nos démarches.

Et nous ne parlons pas de l'amélioration des voitures, de leur confort, de leur entretien, etc., progrès que tout le monde a pu constater à l'essai. Il y a le fameux sens unique autour de l'église Saint-Christophe que nous avons étudié, mis au point, pour lequel nous avons même voté un important crédit... à ce jour, il n'y a rien de fait, et la municipalité sortante n'a même pas songé à réaliser ce que nous avions préparé! — Et bien que la gare, se pose un problème de circulation très important, dont tout le monde attend impatiemment la solution.

La lutte contre les incendies. — « Que l'on nous permette, en passant, de rappeler quelques-unes de nos réalisations dans ce service au cours de notre séjour à la Mairie: 1° Augmentation du matériel par l'achat de deux motos-pompe et d'une grande échelle sautoyante; 2° Acquisition d'un fourgon automobile pour les premiers secours et pour le transport du matériel; 3° Aménagement de la caserne pour le logement immédiat de 14 sapeurs mariés; 4° Etude et vote de crédits pour l'érection d'une annexe dans la rue du Haze, pour permettre le logement de tout le personnel; 5° Vote des crédits nécessaires pour cette nouvelle installation.

M. A. Lambrecht nous paria également des efforts apportés dans les services de la voirie, du gaz, de l'électricité et des eaux — nous ne donnerons jamais un aperçu.

Mais nos concitoyens peuvent déjà se rendre compte de ce qu'aurait pu faire pendant cinq ans les candidats de l'Union Républicaine qui se représentent de nouveau cette année. Le passé est le meilleur garant de l'avenir et attirer sur leurs noms la confiance des électeurs.

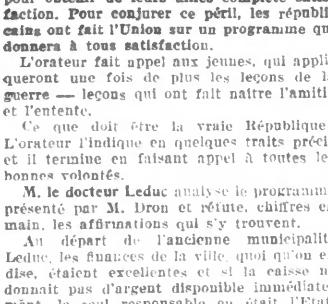
Les réunions de l'Union Républicaine

LES CANDIDATS EXPOSENT LEUR PROGRAMME DEVANT LES ELECTEURS DE LA CROIX-ROUGE

Judi soir, l'Union Républicaine a présenté aux électeurs de la Croix-Rouge son programme, au cours d'une réunion qui a eu lieu « Au Cerc », sous la présidence de M. E. Duprez. De nombreux candidats étaient présents, dont M.M. Maréchal, conseiller général; Tarel, conseiller d'arrondissement; Leduc, Meunier, Motte, conseillers sortants; le docteur Delegrange, etc...

LES CANDIDATS DE L'UNION REPUBLICAINE A TOURCOING

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)



M. HECTOR CAMPHON, M. PAUL BALLOIS, colombophiliste, sans ancien combattant, néo-professionnel.

L'œuvre des Candidats de l'Union Républicaine à Tourcoing

N'ayant pu former, avec la Solidarité républicaine et à cause du refus de celle-ci une liste d'Union, les trois partis: l'Entente républicaine, l'Alliance Démocratique et le Parti Démocratique Populaire ont mis d'accord leurs représentants de chacun de ces partis, et permettant ainsi à la majorité des électeurs, d'envoyer à la Mairie, pour six ans, des conseillers dévoués à y faire de bonne besogne.

Presque tous les candidats de l'Union Républicaine sont de bons conseillers, qui ont géré les affaires municipales pendant cinq ans et dans une période des plus critiques: celle de la reconstruction de Tourcoing après le désastre de la guerre.

De 1919 à 1925, ils ont occupé les postes officiels, et leurs travaux ont permis le relèvement rapide de la cité, comment l'aisément un homme était tout spécialement qualifié pour nous le dire: M. A. Lambrecht, ancien adjoint aux Travaux. Notre concitoyen nous a rappelés les nombreuses réalisations dans nos candidats de l'Union Républicaine et voici ses déclarations:

Bains municipaux. — La municipalité Leduc a voté les crédits nécessaires pour la construction d'une douzaine de piscines, sur un terrain situé rue de l'Imprimerie.

La municipalité actuelle, qui nous reprochait notre « inaction » — alors que tout était prêt, — n'a, elle, rien fait!

Octroi. — Dans un ouvrage publié lors des élections municipales de 1925, M. Gustave Dron déclarait: « A ceux qui prétendent qu'une grande ville ne peut songer à supprimer l'octroi, il est trop facile de répondre qu'on oserait la proscrire des villes qui ont fait cette suppression... Vos maisons coûteraient plus cher à construire, d'environ 50%, et le taux des loyers s'en ressentirait toujours! »

A cette déclaration, nous pouvons à notre tour répondre que nous n'avons pas à nous inquiéter de la ville. Nos successeurs, loin de supprimer ce mode d'impôt, ont, au contraire, porté les droits à leur maximum. C'est 7 millions qui sortent maintenant de la poche de nos concitoyens.

Le statut du personnel. — La municipalité actuelle se dit grande protectrice des syndicalistes. Dès son arrivée à la Mairie, elle a élaboré un statut qui n'a toujours fonctionné. Pendant quatre ans, les divers services municipaux et notamment l'octroi, ont écrit à M. le Maire, de nombreuses fois, demandant des audiences afin de pouvoir exposer leurs desiderata, et leur point de vue. Jamais ils n'ont reçu la moindre réponse, et les services municipaux attendent encore cette audience.

On comprend dès lors que mécontentement règne parmi le personnel de tous les services municipaux.

Les tramways. — Lorsque nous sommes entrés à la Mairie, nous n'avons rien négligé pour obtenir le maximum de satisfactions de la Compagnie des Tramways. La création de la ligne H, Tourcoing-Halluin; la prolongation de la ligne H, vers l'ancien Biscuiterie; l'étude approfondie de la prolongation de cette même ligne jusqu'à la Marlière, le service relié de la ligne L, avec la ligne X, et départis tous les quarts d'heure sont autant de résultats de nos démarches.